

**AFOCG.** Durant deux jours, cent vingt personnes se sont réunies au Chesnoy à l'occasion des Rencontres nationales du réseau des Associations de Formation Collective à la Gestion. Interview et témoignages.

## « Bien vivre de son métier n'est pas une utopie ! »

**R**êve de ferme ! Se former pour le construire et le faire vivre : c'était le thème des Rencontres nationales du réseau des Afocg, Associations de Formation Collective à la Gestion. Celles-ci se sont déroulées les 23 et 24 octobre derniers au lycée agricole du Chesnoy, à Amilly. Agriculteur dans la Mayenne, Bruno Gobé préside l'InterAfocg depuis 2014. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il explique la philosophie du mouvement.

**Loiret agricole et rural : Pouvez-vous nous présenter l'InterAfocg ?**

**Bruno Gobé :** C'est un réseau de vingt et une Afocg. Il s'appelle InterAfocg car ce n'est pas une Fédération mais une association qui regroupe des Afocg. Chacune d'entre elles est autonome dans ses prises de décisions. L'objectif du mouvement, c'est l'autonomie décisionnelle des paysans.

**LAR : Comment cette autonomie s'obtient-elle ?**

**B.G. :** Par la formation col-



**Bruno Gobé, président de l'InterAfocg :** « L'autonomie ne signifie pas l'autarcie ! »

lective. Le passage obligé, ce sont des formations autour de la comptabilité et de la gestion. Chaque agriculteur fait sa comptabilité lui-même après un cursus en groupements collectifs.

**LAR : En quoi cet aspect collectif est-il important ?**

**B.G. :** On échange beaucoup : c'est auto-formateur.

**LAR : Est-ce facile de se dévoiler devant un groupe dont, au départ, on ne connaît pas les membres ?**

**B.G. :** Ce n'est pas évident... On échange sans juger. Nous pratiquons l'écoute bienveillante. Chacun donne sa vision sur le cas de l'autre. Ensuite, on applique ou pas ce qui a été dit. On reste maître chez soi.

**LAR : Quel est le profil de vos adhérents ?**

**B.G. :** Les agriculteurs font des choix et les assument. Mais



Deux jours de rêve pour ces participants venus de toute la France !

l'autonomie ne signifie pas l'autarcie ! Ce n'est pas parce qu'on a décidé d'être autonome dans ses choix qu'on ne s'entoure pas de personnes pour être conseillé. Parmi nos adhérents, on trouve beaucoup de modèles à taille humaine et l'agriculture biologique représente un pourcentage important : des agriculteurs sortant des sentiers battus.

**LAR : Dans un marché globalisé, n'est-ce pas utopique de croire en l'autonomie de décision à l'échelle de son exploitation ?**

**B.G. :** L'autonomie de décision consiste à définir son système d'exploitation, son mode de commercialisation, etc.

**LAR : Mais un agriculteur n'a aucune prise sur les cours mondiaux (pétrole, lait, céréales, etc.) !**

**B.G. :** La question est embarrassante... Je répète ce que je disais précédemment : l'autonomie s'acquiert par la formation et l'échange.

**LAR : Ces Rencontres nationales étaient centrées sur le rêve : de quoi rêvent les agriculteurs ?**

**B.G. :** Personnellement, je rêve de bien vivre mon métier et que ma famille en vive bien. Passer du temps avec elle. Des choses qui sont partagées par l'ensemble des agriculteurs du réseau.

**LAR : Comment ce rêve peut-il devenir réalité ?**

**B.G. :** Il faut bien choisir son système d'exploitation et sa production. Dégager un revenu décent sans être submergé par le travail. Être en phase avec la société. Fier d'exercer le métier d'agriculteur.

**LAR : Vu le contexte économique, vivre décemment de son métier tel que vous le concevez, n'est-ce pas une utopie ?**

**B.G. :** Pour moi, ce n'est absolument pas une utopie ! Certes, la situation est difficile mais il faut voir le bon côté

des choses. Quand on se lève le matin, on met à peine cinq minutes pour aller au travail ! D'autres ont une heure de trajet matin et soir et rentrent éreintés de leur journée. Pour notre part, c'est un choix de vie.

**LAR : Lors de ces Rencontres nationales, vous avez parlé du Programme de gestion : de quoi s'agit-il ?**

**B.G. :** L'InterAfocg aide les Afocg à monter des formations innovantes. Celles-ci peuvent concerner des structures ayant une certaine taille ou des entités plus petites qui mettent en place ces formations pour la première fois. Exemples : rêver sa ferme, utiliser moins de pesticides, être moins dépendant du climat, etc. Il peut y avoir plein de pistes ! Tous les ans, chaque Afocg envoie ses projets et les membres du Programme

### En chiffres

**L**e réseau national InterAfocg existe depuis 1982. Celui-ci se compose de 21 Afocg. Cela représente 2.300 structures adhérentes, soit 3.000 agriculteurs. Les diverses associations comptent de 40 à 600 adhérents et le mouvement emploie 70 personnes. Les formations proposées concernent cinq domaines : comptabilité et gestion (coût de revient, chiffrage de projet, etc.) ; organisation du travail (travailler en couple sur la ferme, employer un salarié, réduire son temps de travail, etc.) ; installation-transmission (appui aux porteurs de projets, de l'idée au projet, préparer sa transmission, etc.) ; évolution des pratiques (agronomie, élevage, énergie, etc.) ; gestion stratégique (sens du projet, élargir le champs du possible, etc.).

### 3.900 heures de formation

En 2016, l'Afocg Loiret comptait 75 fermes adhérentes (dont 36 % de sociétés), soit 90 agriculteurs. Sur le plan territorial, ceux-ci se répartissaient ainsi : 10 en Île-de-France, 3 dans l'Indre-et-Loire, 2 dans le Loir-et-Cher, 1 dans le Cher, 54 dans le Loiret, 3 dans l'Yonne, 1 dans la Nièvre et même 1 dans le Bas-Rhin ! La pyramide des âges des adhérents était la suivante : de 25 à 29 ans : 4 ; de 30 à 34 ans : 16 ; de 35 à 39 ans : 12 ; de 40 à 44 ans : 11 ; de 45 à 49 ans : 17 ; de 50 à 54 ans : 12 ; de 55 à 59 ans : 16 ; 60 ans et + : 2. La structure dispense 3.900 heures de formation/an.

de gestion les analysent : une partie des cotisations des Afocg versées à l'InterAfocg retourne aux premières pour mettre en place ces formations innovantes.

**LAR : Quels sont les projets de votre réseau ?**

**B.G. :** Nos recettes dépendent essentiellement du Plan de Développement agricole. Autrement dit, la redistribution de la taxe Adar (NDLR : taxe sur le chiffre d'affaires finançant, à

hauteur de 85 % des recettes, la recherche et le développement agricoles. Cette taxe est versée directement à l'Agence de Développement agricole et rural). On a un programme sur cinq ans mais, tous les ans, on redépose un dossier. Nous finalisons notre programme 2018 : le thème principal sera Ferme et climat.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
OLIVIER JOLY

## Michel Masson : « Beaucoup de projets sont possibles »

**P**résident de la Chambre d'agriculture et du conseil d'administration de l'Établissement public local du Loiret, Michel Masson a ouvert les Rencontres nationales du réseau des Afocg. Lors de son discours, il a expliqué le sens de sa présence : « J'accueille chez moi ! Par ailleurs, en qualité de président de la Chambre, j'ai une mission de service public : je participe à des événements comme celui de l'Afocg. Cette dernière prône l'autonomie de décision par le biais de la formation personnelle des agriculteurs. C'est ce que nous faisons au niveau de la Chambre sur le plan technique et économique. Et l'Afocg le fait pour la fiscalité et la gestion. Nous poursuivons des buts parallèles même si de nombreux adhérents de l'Afocg sont d'obédience neutre en matière syndicale, voire proches de la Confédération paysanne. Mais ce n'est pas un problème :

les luttes intestines entre les différents syndicats, FDSEA, JA, Confédération paysanne et Coordination rurale, n'ont plus aucun sens compte tenu des difficultés économiques que nous rencontrons. On a intérêt à se mettre autour de la table pour essayer de sauver un maximum d'entreprises. (...) Dans une conjoncture difficile, voire exécrable, c'est bien de sortir du marasme quotidien et de réfléchir à l'avenir : la Chambre organise le forum des opportunités. (...) Démystifions les images d'Épinal ! Vu de Paris, le Loiret, c'est la Beauce avec des productions essentiellement céréalières. Certes, la Beauce existe mais le Loiret n'est pas le leader pour la production céréalière : ce sont l'Eure-et-Loir et le nord de la France. Dans le Loiret, beaucoup de projets sont possibles compte tenu de la proximité de l'Île-de-France, principal centre de consommation fran-



**Michel Masson :** « Démystifions les images d'Épinal ! »

çais. C'est l'un des rares atouts du département, en dehors de la technicité des gens, de la performance économique des systèmes et du bilan carbone !